

Pour une autre politique de santé

mardi, 8 novembre 2016

Aujourd'hui, des milliers de personnes ont manifesté à travers le pays en réponse à l'appel de plusieurs organisations syndicales.

Un seul mot d'ordre, la nécessité pour le pays d'avoir une véritable politique de santé qui soit respectueuse, non seulement des patients mais, aussi, de l'ensemble des personnels de santé.

Au lendemain d'un premier vote sur le PLFSS 2017, les pouvoirs en place se doivent d'entendre et de faire face à la réalité. Des milliers de salariés souffrent de ne plus pouvoir faire leur travail comme il se doit, au service des patients, au service de la santé publique.

Les suppressions d'effectifs, chaque année, en sont la raison et ce n'est plus acceptable. Il en va de même pour l'ensemble des professions de santé et pour la sécurité sociale, outil indispensable à notre système de protection sociale. Là aussi, ce sont des milliers d'emplois qui ont été ou risquent d'être supprimés.

Le gouvernement chante et se vante que le « trou de la sécu » sera comblé d'ici fin 2017 mais à quel prix ? On ne peut qu'en faire le constat : le renoncement aux soins pour des raisons financières ne cesse de croître, les urgences ne désemplassent plus du fait du manque de lits, de personnel soignant, de plus en plus de territoires impactés par la désertification de l'offre de soins...

D'autres choix sont possibles. La France en a les moyens. Il faut en finir avec cette culture du chiffre et de résultat financier. La seule obligation qui doit être faite au service public de santé c'est celle d'être garant de la bonne santé et sécurité sanitaire du pays, de tous ses citoyens et d'un même niveau de qualité de soin pour chacun.

La santé, l'offre de soins ne sont pas une marchandise. Le droit et l'accès aux soins ne sauraient être conditionnés à la capacité qu'aurait le citoyen de payer ou pas.

Le pacte de responsabilité a octroyé plus de 40 milliards d'euros d'aides aux entreprises sans condition. Les finances publiques doivent d'abord servir l'intérêt de la population.

Montreuil, le 8 novembre 2016
